

Réaménagement du 4e étage de l'Hôpital
d'enfants
C.H.U Dijon Bourgogne

5 Boulevard Jeanne D'Arc

21079 DIJON



MAITRE D'OUVRAGE

C.H.U DIJON-BOURGOGNE
5, Boulevard Jeanne d'Arc
B.P 77908
21079 DIJON CEDEX
Tél : 03.80.29.33.80 Fax : 03.80.29.35.00

Lot n°00

CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

CCTP

Dossier	HOP - CHU 2404
Date	22/11/2024
Phase	DCE
Indice	

TRiA
Architectes

MAITRE D'OEUVRE :
TRIA ARCHITECTES
70 Avenue de Drapeau
21000 DIJON



BE FLUIDES :
D.G.E.T
39 avenue du 14 Juillet
21300 CHENÔVE



ACOUSTICIEN :
ALLEGRO ACOUSTIQUE
18 rue Colonel Quantin
21000 DIJON

ALPES
CONTRÔLES

BUREAU CONTROLE :
ALPES CONTRÔLES
13 rue Victor FOURCAUT
52000 CHAUMONT



COORDONNATEUR SECURITE CHANTIER :
QUALICONSLT
16 Rue des Cortots
21121 FONTAINE LES DIJON

Sommaire

00.1 DEFINITION DE L'OPERATION.....	3
00.2 REGLEMENTATIONS.....	4
00.3 SPECIFICATIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS.....	9

00.1 DEFINITION DE L'OPERATION

00.1.1 RENSEIGNEMENTS GENERAUX

00.1.1.1 Opération

Le présent descriptif a pour objectif de définir les travaux tous corps d'état destinés à réaménager l'Aile universitaire du 4e étage de l'Hôpital d'enfants (Bâtiment 19)

Bâtiment ERP :

- Catégorie ERP 2 ème
- Type : U

00.1.1.2 Maître d'ouvrage

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON BOURGOGNE
5 Boulevard Jeanne D'Arc - BP 77908
21079 DIJON CEDEX

00.1.1.3 Équipe de Maîtrise d'oeuvre

TRIA ARCHITECTES

70, avenue du Drapeau
21000 DIJON

ALLEGRO ACOUSTIQUE

18 rue Colonel Quantin
21000 DIJON

D.G.E.T

Parc des Grands Crus
39 avenue du 14 Juillet
21300 CHENÔVE

00.1.1.4 Bureau de contrôle

ALPES CONTRÔLES
13 rue Victor FOURCAUT
52000 CHAUMONT

00.1.1.5 Coordonnateur SPS

QUALICONSLT
16 Rue des Cortots
21121 FONTAINE LES DIJON

00.1.1.6 CSSI

NAMIXIS & SSICOOR
11 rue de la voie lactée
69370 SAINT DIDIER AU MONT D'OR

00.1.1.7 Description sommaire de l'opération

Le présent CCTP vient décrire le réaménagement de l'Aile universitaire du 4e étage de l'hôpital d'enfants du Centre Hospitalier et Universitaire Dijon Bourgogne.

Les travaux porteront principalement sur les ouvrages suivants :

- démolition de cloisons et du faux plafond ;
- remplacement des menuiseries extérieures ;
- distribution de nouvelles cloisons et doublage isolant ;
- mise en oeuvre de nouveaux revêtements muraux et sols ;
- distribution et installation des systèmes de chauffage et climatisation, ventilation, électricité en courants forts et faibles ;
- agencement de l'espace.

En amont de ces travaux le désamiantage des locaux sera réalisé.

00.1.1.7 Spécificité du site

Les travaux se situent en milieu hospitalier. Les entreprises devront porter une vigilance particulière sur le chantier en site occupé. En aucun cas les entreprises ne devront empêcher le bon fonctionnement du site.

De plus en cas d'urgence impérieuse pour contrainte médical exigeant un arrêt temporaire du chantier ou une adaptation du niveau de nuisances sonores les entreprises devront se conformer sans délai aux demandes du Maître d'Ouvrage.

Pour tous travaux par points chauds, un permis feu sera à demander au PC sécurité

00.1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

L'ensemble des travaux de la présente opération est divisé en 9 lots distincts

Lot n°00 CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

Lot n°01 DEMOLITION - GROS-OEUVRE

Lot n°02 MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS

Lot n°03 MENUISERIES INTERIEURES - MOBILIER

Lot n°04 CLOISONS - DOUBLAGE - FAUX-PLAFONDS

Lot n°05 REVETEMENTS MURAUX ET PEINTURE

Lot n°06 REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES

Lot n°07 PLOMBERIE - SANITAIRE

Lot n°08 CHAUFFAGE - RAFRAÎCHISSEMENT - VENTILATION

Lot n°09 ELECTRICITE - COURANTS FAIBLES

00.1.3 DELAIS ET PHASES DE TRAVAUX

Délai global : 5,5 mois, compris période de préparation et congés payés.

Un planning enveloppe d'exécution des travaux sera joint aux marchés de travaux.

Les entreprises nous fourniront avec leur offre un planning détaillé. Un planning en phase préparatoire sera réalisé.

Démarrage des travaux : OS Début Janvier 2025, Début des travaux mi Février 2025

00.2 **REGLEMENTATIONS**

00.2.1 REGLEMENTATIONS GENERALES

00.2.1.1 **Règlementations générales applicables aux travaux**

Documents réglementaires à caractère général

L'entrepreneur est toujours tenu de respecter dans l'exécution de ses travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dans la mesure où ils concernent ses travaux, dont notamment les suivantes :

- REEF
 - Code civil
 - Code de la construction
 - Code du travail
 - Règlement national d'Urbanisme (RNU)
 - Règlement sanitaire départemental et/ou national
 - Réglementations Sécurité Incendie
 - Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers
 - Réglementations acoustiques dont N.R.A. et Arrêtés du 30 Juin 1999 et du 25 avril 2003
 - Règles Neige et Vent 65 et N 84 modifié 95
 - Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre
 - Textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement
 - Textes concernant la limitation des bruits de chantier
 - Textes concernant les déchets de chantier
 - Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier
 - Règles VERITAS-SOCOTEC-SECURITAS
- et tous autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à la Construction, l'Urbanisme, la Sécurité, etc...

Matériaux et produits hors domaine d'application des DTU / CCTG

Pour les matériaux ou procédés non traditionnels ou innovants qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront obligatoirement, d'une part les signaler à l'architecte, et d'autre part se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- avis technique,
- agréments européens,
- ou, à défaut, aux règles et prescriptions de mise en oeuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'appréciation technique d'expérimentation dite procédure ATEX pourra être imposée par le maître d'ouvrage.

Les frais de cette procédure seront à la charge de l'entrepreneur.

Coordination sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Seront applicables à l'exécution des présents marchés les lois, autres décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au CCAP ou, à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

L'entrepreneur sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

00.2.1.2 **Règlementations concernant la sécurité et la santé**

Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet. Sauf dans le

cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordonnateur interviendra.

Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordonnateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. A ce sujet, il est rappelé l'autorité du coordonnateur sur le chantier.

En cas de non respect des règles définies aux P.G.C.S.P.S. et des P.P.S.P.S. ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le coordonnateur pourra mettre en demeure l'entreprise de remédier aux manques constatés, copie sera transmise au Maître d'Ouvrage et Maître d'oeuvre.

Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le coordonnateur en informera le Maître d'Ouvrage par écrit qui statuera sur l'arrêt ou non de l'entreprise.

En cas de risque grave et immédiat, le coordonnateur aura autorité, pour arrêter une entreprise si les règles de sécurité définie dans le P.G.C.S.P.S. mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers de la route ou des riverains ne sont pas respectées.

Le coordonnateur disposera alors d'un délai de 24 heures pour donner son feu vert de redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise.

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre, les organismes associés (C.R.A.M., Inspecteur du Travail, O.P.P.B.T.P.) et le contrôle extérieur si nécessaire, seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par fax de tout arrêt des travaux précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le registre journal.

00.2.2 REGLEMENTATION HANDICAPE

Dans le cadre de la réglementation handicapé, un certain nombre de côtes telles que largeurs des circulations, dimensions et position des appareillages, hauteur des seuils, etc... sont impératives et ne sont pas soumises aux tolérances habituelles

Lors de la réalisation des travaux, les entreprises titulaires s'attacheront à respecter les cotes indiquées sur les plans et à soumettre à l'architecte tout problème qu'elles pourraient rencontrer.

00.2.3 REGLEMENTATION THERMIQUE

00.2.3.1 **Performance énergétique**

Le bâtiment devra être conforme à la réglementation thermique ELEMENT PAR ELEMENT: Arrêté du 22 mars 2017 modifiant l'arrêté du 3 mai 2007 mis à jour des exigences à compter du 1er janvier 2023 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.

Les performances et caractéristiques thermiques des parois résultent de l'étude thermique réalisée par le bureau d'études thermique. Les entreprises se référeront utilement à la **FICHE DE SYNTHESE RTex Élément / élément. - Catalogue des parois**, établie par le BE et jointe en annexe du présent CCTP, définissant les hypothèses de performances d'isolation des parois et menuiseries déperditives prises en compte dans le calcul réglementaire RT BAT EXISTANT par éléments ainsi qu'au CCTP du lot CHAUFFAGE.

Afin de garantir les performances des ouvrages et les résultats des essais, les entreprises assureront leur autocontrôle, elles établiront des fiches de contrôle, maintenues dans un cahier tenu à jour et consultable à tout moment sur le chantier; elles s'assureront également que leurs contrats d'assurance couvrent bien le "risque énergétique".

00.2.3.1 **Étanchéité à l'air**

Sans objet

00.2.4 CERTIFICATION "HABITAT & ENVIRONNEMENT"

Sans objet

00.2.5 PERFORMANCES ACOUSTIQUES

Les entreprises se référeront à la notice acoustique réalisée par **ALLEGRO ACOUSTIQUE** qui est jointe dans l'appel d'offre

00.2.6 BRUIT DE CHANTIER

Le chantier est situé en milieu hospitalier et en site occupé. Les bruits de chantier apporteront une gêne aux usagers.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'entrepreneur dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Responsabilités en cas d'infractions

En cas d'infractions constatées, **l'entrepreneur sera seul et unique responsable**, et il devra en supporter toutes les conséquences.

L'entrepreneur devra immédiatement prendre toutes les dispositions qui s'imposent.

Le Maître d'Ouvrage ne pourra en aucun cas être appelé en responsabilité, quelles que soient les infractions commises par l'entrepreneur.

00.2.7 DECLARATION OU ETIQUETAGE ENVIRONNEMENTAL DES MATERIAUX

Les entrepreneurs devront être en mesure de fournir au Maître d'ouvrage les Fiches environnementales et sanitaires (FDES) des produits de construction se rapportant à la structure, à l'enveloppe, au cloisonnement et aux revêtements intérieurs, relatifs à leur lot en référence à l'application de la norme NF P01-010 et les Profils Environnementaux de Produits (PEP) conformes à la norme ISO 14025 pour les équipements électriques.

Au moins 1 FDES sera fournie pour chaque famille énumérée ci-dessous :

- Maçonnerie,

- Menuiseries,
- Cloisons, faux-plafonds, doublage, isolation,
- Revêtements de sols et murs, peinture, produits de décoration.

Pour les produits n'ayant pas fait l'objet d'une transmission de fiche, les informations concernant les impacts sanitaires doivent au moins être connus des entreprises. De plus elles doivent être disponibles sous une forme les situant par rapport aux exigences de la norme NF P01-010. L'évaluation des risques sanitaires concerne la contribution à la qualité sanitaire des espaces intérieurs et à la qualité sanitaire de l'eau.

Les entrepreneurs devront mettre à disposition les informations disponibles sur les risques d'émission de fibres et particules cancérogènes classées CMR1 des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur des logements tout en respectant l'arrêté DEVP0908633A, les laines minérales seront certifiées EUCB.

Les matériaux et produits sélectionnés ne devront pas émettre un niveau de TCOV et/ou formaldéhyde au delà des limites fixées par le protocole choisi par l'industriel parmi ceux de la liste suivante : AgBB, AFSSET, GUT, M1, EMICODE. Les données sur les émissions dans l'air seront établies conformément aux normes ISO 16000.

Les entreprises devront mettre à disposition les informations disponibles sur les risques d'émissions de fibres et particules cancérogènes classées CMR1 des produits et matériaux utilisés et en contact avec l'air intérieur tout en respectant l'arrêté DEVPT0908633A du 30 avril 2009.

Les produits de construction et de revêtement de mur ou de sol ainsi que les peintures et vernis doivent être étiquetés A.

00.2.8 MATERIAUX RENOUVELABLES & PRODUITS RECYCLABLES

- Volume de bois mis en oeuvre :

Respect du décret n°2010-273 du 15 mars 2010 relatif à l'utilisation du bois dans certaines constructions.

- Gestion forestière durable :

Fourniture des justificatifs permettant d'établir que l'ensemble des types d'ouvrages en bois proviennent de forêts tropicales éco-certifiées ou de forêts tempérées.

- Impact sanitaire :

Émission en formaldéhyde des dérivés du bois :

Les panneaux de contreplaqué devront être de classe A selon la norme NF EN 1084.

Les panneaux de fibres et les panneaux de particule devront être de classe E1 selon la norme NF EN 13986 et devront être testés en fabrication selon la norme NF EN 120 définissant le contenu en formaldéhyde du panneau.

- Traitement de préservation du bois :

La durabilité naturelle ou conférée du bois doit être adaptée à la classe d'emploi déterminée dans la norme NF EN 335.

- Traitement de finition du bois :

En cas de traitement des produits bois, ce dernier est réalisé par un produit biocide en phase aqueuse conforme à la directive 98/8/CE et le bois traité est labellisé CTB-B+ (ou équivalent) ; OU le bois est traité en usine avec un produit labellisé CTB-P+ ou équivalent

00.2.9 PRODUITS RECYCLES

Les composants utilisés dans la fabrication des "produits recyclés" seront issus d'une filière de recyclage à partir de matière récupérée au sens de la norme NF P01-010.

00.2.10 REGLEMENTATIONS TECHNIQUES

Les réglementations techniques qui régissent la plus grande partie des travaux, produits et procédés utilisés dans les travaux de bâtiment, sont les suivantes :

Pour les travaux, produits et procédés traditionnels

- les documents techniques unifiés (D.T.U.)
- les normes
- les règles ou recommandations professionnelles.

Pour les produits et procédés "non traditionnels" ou "innovants" non couverts par les réglementations ci-dessus:

- avis techniques
- agréments techniques européens
- procédure ATEX
- produits certifiés

- cahiers des charges de mise en oeuvre établis par les fabricants
- procédure d'Avis de chantier.

Documents techniques unifiés - D.T.U.

Pour les D.T.U. devenus Normes, leur respect est obligatoire compte tenu de leur statut de Norme.
Obligations par les assureurs du respect des D.T.U.

L'association française des assureurs construction - AFAC, intégrée depuis le 22 mai 1996 dans l'APSAD - Assemblée plénière des Sociétés d'assurances dommages, a défini qu'étaient couverts dans le cadre du contrat de responsabilité décennale en risque normal :
- un ouvrage traditionnel réalisé par une entreprise qualifiée dans le cadre des spécifications des D.T.U., ou autres documents reconnus par l'AFAC et maintenant l'APSAD.

Normes

Les fournitures devront répondre aux spécifications des normes françaises existantes.

Règles ou recommandations professionnelles

Certains organismes professionnels ont édicté des Règles professionnelles ou des Recommandations professionnelles, qui définissent et précisent, en l'absence de D.T.U., les règles de l'art et les modalités d'exécution de leur domaine.

Le respect de ces Règles ou Recommandations, sauf pour celles figurant sur la liste de l'APSAD, n'a pas de caractère obligatoire, sauf mention expresse dans les documents particuliers du marché.

Avis techniques

Les matériaux, équipements ou procédés de construction nouveaux, non couverts par les D.T.U. et Normes, peuvent faire l'objet de procédure d'Avis technique, avec certificat de suivi et de marquage.

Pour tous les matériaux, équipements ou procédés de construction faisant l'objet d'une procédure d'Avis technique, les assureurs ne prennent en garantie que ceux titulaires de cet Avis technique. Dans certains cas, les assureurs peuvent en plus de l'Avis technique, imposer des conditions particulières.

Dans le cas de mise en oeuvre de matériaux, équipements ou procédés de construction soumis à Avis technique, l'entrepreneur aura intérêt à prendre contact avec son assureur à ce sujet.

Au sujet des Avis techniques, le C.C.A.G. - Travaux privés énonce en son art. 5.2.1 :

- l'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux est subordonné, soit à un Avis technique, soit à un accord expressément constaté des parties.

Agréments techniques européens

Mêmes principes que pour les Avis techniques, et l'entrepreneur devra également s'assurer auprès de sa Compagnie des conditions de prise en garantie.

Procédure ATEx

Dans le cas d'un matériau, équipement ou procédé de construction nouveau ne faisant pas l'objet d'une procédure d'Avis technique, l'obtention d'un Avis technique exigé par les assureurs doit être demandé par l'entrepreneur. Le délai d'obtention de cet Avis technique étant très long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite procédure ATEx - Appréciation technique d'expérimentation.

Cette procédure ATEx aboutit dans un délai de l'ordre de 2 mois à compter de la présentation du dossier auprès du C.S.T.B.

Produits certifiés

De nombreux produits, matériaux et équipements sont titulaires de "certificats de qualification", ces produits, matériaux et équipements sont dits "certifiés".

Ces produits certifiés comportent un marquage clairement visible avec le sigle correspondant NF - CTB - ATG - QUALIF - CEKAL - ACERFEU - etc... ainsi que CE.

Ces marques de qualité sont exigées :

Pour les marchés publics

- dans tous les cas

Par les organismes de contrôle technique et les assureurs

- soit la certification, soit des justifications apportant les preuves que le produit est équivalent, ces justifications étant à la charge de l'entrepreneur.

Autres obligations

Le Maître d'Ouvrage peut imposer à l'entrepreneur d'autres obligations, entre autres :

Respect d'un cahier des charges de mise en oeuvre établi par le fabricant. Ce cahier des charges de mise en oeuvre établi par le fabricant doit être pour être applicable, accompagné d'un rapport établi par un organisme agréé. Le respect de ce cahier des charges fait partie des prix du marché de l'entrepreneur.

Procédure d'urgence d'agrément d'un matériau ou procédé de construction nouveau, dite "Avis de chantier". S'il s'avère impératif de mettre en oeuvre sur le chantier pour une ou autre raison, un matériau ou procédé de construction nouveau non prévu à l'origine, l'entrepreneur doit engager une procédure d'urgence d'agrément pour obtenir un "Avis de chantier" qui peut être établi par un organisme de contrôle agréé. Les frais de cette procédure sont à la charge de l'entrepreneur dans le cas où il est le responsable de cet impératif de remplacement de matériau ou procédé de construction, dans le cas contraire, ils sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

D.T.U. avec statut de Norme

Dans un but d'harmonisation européenne, et afin de pouvoir être reconnus par les autres états de la communauté européenne, les Documents techniques unifiés (D.T.U.) prennent progressivement le statut officiel de Normes. Ces D.T.U. à statut de Normes sont précisés dans les C.C.T.P. des différents Lots ci-après.

Les Normes E.N. en vigueur sont également précisées dans les C.C.T.P. des différents Lots.

Divers

Connaissance des réglementations et des documents contractuels

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les D.T.U., il faut entendre tous les fascicules, additifs, amendements, erratas, modificatifs, etc... connus à la date du marché, sauf spécifications expresses différentes dans le C.C.A.P.

Ordre de préséance

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du C.C.T.P. et les clauses et prescriptions des D.T.U. et des Normes, il est précisé :

En ce qui concerne les D.T.U. ou Normes :

- pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en oeuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc..., ce sont les prescriptions des D.T.U. et des Normes qui prévaudront
- pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du C.C.T.P. qui prévaudront

Pour ce qui est des textes "Consistance des travaux" ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les D.T.U., ce sont toujours les spécifications du C.C.T.P. qui prévaudront.

00.2.11 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- les Clauses Communes à tous les lots : présent document
- les Cahiers des Clauses techniques Particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le C.C.T.P. contractuel.

Ce C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son Lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le C.C.T.P. contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant et notamment les C.C.T.P. de tous les Lots.

A ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas, un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le C.C.T.P. contractuel. En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du Maître d'oeuvre.

00.2.12 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Les offres des entreprises seront impérativement présentées suivant les cadres D.P.G.F. du D.C.E. (pas de devis), définissant ainsi un prix global et forfaitaire. Les entreprises sont seules responsables des quantités mentionnées dans les D.P.G.F.

00.2.13 VARIANTES ET OPTIONS

Il n'est pas prévu d'options

Le candidat peut de sa propre initiative, proposer une ou plusieurs autres variantes mais ceci à condition d'avoir répondu à l'offre de base.

Les variantes prévues au projet sont les suivantes :

- Variante obligatoire 1 : Menuiserie Bois/Alu pour la façade vitrée de type mur rideau
- Variante obligatoire 2 : Mini chauffe-eau électrique (MCE)
- Variante obligatoire 3 : Remplacement pompe d'eau
- Variante obligatoire 4 : Mini chauffe-eau instantané

00.2.14 DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

Obligations contractuelles

Seront documents contractuels pour l'exécution du présent marché, tous les documents énumérés ci-après.

- tous les documents DTU, qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, comprenant : les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT), les cahiers des clauses spéciales (CCS), les règles de calcul, les mémentos, guides, instructions, etc., tous les autres documents ayant valeur de DTU,
- les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste,
- tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages,
- toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

En ce qui concerne le cahier des clauses spéciales (CCS), il est document contractuel pour les marchés privés, à l'exception des clauses et prescriptions suivantes :

- celles énoncées aux articles " Consistance des travaux " ou autres textes ayant le même objet,
- celles à caractère administratif et financier et autres dispositions pouvant mettre en cause le caractère forfaitaire du marché.

Pour ces points, ce seront les spécifications et prescriptions du CCTP qui seront seules applicables.

Connaissance des documents contractuels

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc., connus à la date précisée au CCAP ou à défaut celle découlant des clauses du CCAG.

00.2.15 NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les matériaux et produits devant être mis en oeuvre dans les ouvrages devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Matériaux et produits prévus dans les D.T.U. ou faisant l'objet de Normes NF ou EN

- ils devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Matériaux et produits dits "non traditionnels" ou "innovants", non prévus dans les D.T.U. et ne faisant pas l'objet de Normes NF ou EN, devront selon le cas :

- faire l'objet d'un "Avis technique" ou d'un "Agrément technique européen"

- être admis à la marque "NF"

- être titulaire d'une "Certification" ou d'un "Label"

- avoir reçu un "Avis de chantier" (Procédure d'urgence).

Matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus

- la procédure d'obtention de l' "Avis technique" devant être lancée par l'entrepreneur

- dans le cas où cette procédure d'obtention de l' "Avis technique" exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite "procédure ATEx" - Appréciation technique d'expérimentation, qui aboutit dans un délai de l'ordre de 2 mois à compter de la date de présentation du dossier au C.S.T.B.

A défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entrepreneur pourra demander à ses Assureurs et au Bureau de contrôle le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les épreuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en oeuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses Assureurs.

00.3 **SPECIFICATIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS**

00.3.1 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

OBLIGATIONS CONCERNANT LE CHANTIER

Installations de chantier

L'entreprise de Gros-oeuvre, ou l'entreprise principale le cas échéant, devra établir un plan d'installations de chantier, en accord avec toutes les entreprises intervenant sur le chantier et conforme aux dispositions du planning. Ce plan sera soumis à l'approbation du Maître d'oeuvre et le coordonnateur d'Hygiène et Sécurité. Après approbation, les entreprises seront autorisées à procéder à l'installation du chantier.

Emplacement de stockage

Les emplacements de stockage seront disposés à un ou plusieurs endroits déterminés en accord avec le Maître d'oeuvre, le CHU et le C.H.S. L'entrepreneur intégrera dans son offre les locations de voiries éventuelles nécessaires au stockage de ses matériaux.

Barrières de chantier - Éclairage

L'entreprise visée ci-dessus installera toutes les clôtures et protections nécessaires et assurera l'éclairage du chantier et des palissades si nécessaire. Elle installera également tous les panneaux d'interdiction d'accès du chantier au public, signalisation, etc... conformes aux règlements généraux de sécurité, en vigueur, tant administratifs, que particuliers, sans aucune clause limitative. Il est rappelé, d'autre part, que chaque entreprise sera responsable de toutes les infractions aux règlements de police. Elle devra fournir, poser et entretenir le panneau de chantier selon les indications du Maître d'œuvre.

Sécurité sur le chantier

Chaque entreprise est tenue, pour ce qui la concerne, d'assurer l'ordre et la propreté du chantier ainsi que la sécurité réglementaire, aussi bien vis-à-vis des tiers que du personnel travaillant sur le chantier. La zone de travaux devra être parfaitement signalisée et interdite au public. L'entreprise prenant à cette fin toutes dispositions utiles (mise en place de platelage, garde-corps, etc...)

Nuisances de chantier

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la Réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- les bruits de chantier

- les poussières générées

- la gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier

- les salissures des voies publiques.

Traitement des déchets de chantier

Les déchets de chantier devront être gérés et enlevés par les entrepreneurs d'une manière strictement conforme à la réglementation en vigueur à ce sujet., ils devront faire l'objet d'un tri sélectif.

Chaque entreprise est responsable de ses propres déchets et en aura à sa charge le stockage et l'évacuation pendant toute la durée du chantier.

Tous les frais et coûts de la gestion sur chantier, des traitements de valorisation et/ou d'élimination des déchets de chantier sont à la charge des entrepreneurs participants au chantier.

Gardiennage du chantier

Sans objet

Fermeture de chantier

Les fermetures de chantier (palissade) est prévue au lot Gros Oeuvre

Réseaux existants

Le Maître d'Ouvrage remettra aux entrepreneurs à titre indicatif un plan des réseaux existants, dans la mesure où ce plan existe. Les entrepreneurs concernés devront procéder au contrôle de ce plan, et matérialiser sur le terrain les différents tracés.

En l'absence d'un plan de réseaux, les entrepreneurs concernés seront tenus de prendre toutes dispositions pour connaître les réseaux, et leurs tracés par toutes méthodes de leur choix. Les entrepreneurs concernés établiront alors un plan de ces réseaux, et ils matérialiseront les différents tracés sur leurs plans d'exécution terrain.

Les entrepreneurs concernés prendront les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterrains et aériens de toute nature. Ils devront prévenir par lettre recommandée, 15 jours au moins à l'avance, les différents services ou compagnies intéressées du commencement de ces travaux afin de prendre les mesures en conséquence. Ils devront les informer immédiatement des dégradations ou accidents pouvant survenir à leurs ouvrages.

Responsabilités des entrepreneurs

Chaque entrepreneur sera responsable pendant toute la durée du chantier, des dégâts qui pourraient survenir du fait des travaux aux bâtiments existants, aux propriétés voisines et aux tiers. Il devra de ce fait faire procéder à tous les travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires dans le délai fixé par le Maître d'oeuvre, qui, si ce délai n'est pas respecté pourra les faire exécuter immédiatement aux frais de l'entreprise responsable sans qu'il en soit besoin de mise en demeure.

Dans le cas où le responsable ne peut être connu, le Maître d'oeuvre fera exécuter les travaux, et les frais seront portés au compte prorata.

Dégradations causées aux ouvrages finis

Dès la constatation de dégradations causées à ses ouvrages, l'entrepreneur signale au Maître d'oeuvre les nettoyages spéciaux, réfections, réparations ou remplacements de l'ouvrage ou partie d'ouvrage qui sont rendus nécessaires par des salissures profondes ou par des dégradations causées par les autres corps d'état travaillant sur le chantier.

Les frais occasionnés à l'entrepreneur pour la remise en état sont récupérables par application des dispositions de l'article 11.2 de la Norme NF P 03-001 et 3.1 de son annexe A dans le cas où le responsable des dégâts a été identifié, et 11.31 de ladite norme dans le cas où ces dégâts relèvent du compte prorata.

Tolérances dimensionnelles

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisées dans les :

- Normes
- D.T.U.
- Règles professionnelles.

Les entrepreneurs devront pour leurs ouvrages, respecter strictement ces tolérances. Dans le cas de dépassement de ces tolérances dimensionnelles, le Maître pourra refuser l'ouvrage et exiger son remplacement.

Nota : Le CATED a établi un document récapitulant les "Tolérances dimensionnelles" réglementaires.

Dépenses d'intérêt communs et compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun et le compte prorata seront traités selon les dispositions du CCAP.

00.3.2 CONNAISSANCE DES LIEUX : visite obligatoire

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc...
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

La visite ne sera possible qu'à la fin du désamiantage, une fois la zone libérée et sécurisée

00.3.3 PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- toutes leurs installations de chantier
- la fourniture, transport et mise en oeuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché,
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier,
- l'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à leur charge selon C.C.A.P.,
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux,
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc... dans les conditions précisées aux documents contractuels,
- la fixation par tous moyens de leurs ouvrages,
- l'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux,
- la main d'oeuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception,
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au Maître de l'ouvrage à la réception des travaux,
- la remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements,
- les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution,
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant,
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

00.3.4 DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES

L'entrepreneur titulaire de chaque lot fournira un dossier de récolement sur reproductible et dématérialisé au format PDF soigneusement mis à jour 15 jours au plus tard après la réception des travaux comprenant :

- DOE (dossier des ouvrages exécutés) en 3 exemplaires
- DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages) en 2 exemplaires

00.3.5 LIMITES DE PRESTATIONS

Les limites de prestations entre les différents lots sont clairement établies et spécifiées pour chacun des lots: voir C.C.T.P. respectifs de chaque lot.

00.3.6 DEMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au Maître de l'ouvrage et au Maître d'oeuvre.

00.3.7 LIAISONS AVEC LES CORPS D'ETAT

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet, devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- l'entrepreneur de Gros-oeuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux,
- chaque entrepreneur réclamera au Maître d'oeuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations,
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires,
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble,
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

00.3.8 TRAITS DE NIVEAU

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur de Gros-oeuvre devra, à ses frais :

- porter à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau +1,00 m fini au-dessus de tous les planchers et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.
- Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le gros-oeuvre également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

00.3.9 TRAVAUX SPECIAUX

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le Maître d'oeuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié. Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au Maître d'Ouvrage pour accord.

00.3.10 CONFORMITE A LA REGLEMENTATION INCENDIE

Pour tous les matériaux et produits concernés par la Réglementation "Sécurité incendie", les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en oeuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le P.V. d'essai au feu du matériau ou produit concerné. Ils devront produire les différents P.V. à la demande du maître d'oeuvre et/ou du bureau de contrôle.

00.3.11 ECHANTILLONS

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le Maître d'oeuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par les entrepreneurs dans un local spécial annexé au bureau du Maître d'oeuvre. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du Maître d'oeuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du Maître de l'Ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du Maître d'oeuvre.

L'acceptation par le Maître d'oeuvre des échantillons pourra également se faire par une mention explicite sur un compte rendu de réunion de chantier ou par un courrier du Maître d'oeuvre.

00.3.12 ELEMENTS MODELES

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le Maître d'oeuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de "modèle".

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le Maître d'oeuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme. La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le Maître d'oeuvre lors de la demande.

00.3.13 LOCAUX TEMOINS

Sans objet

00.3.14 REGLES D'EXECUTION GENERALES

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'oeuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués "non traditionnels" devront toujours être mis en oeuvre conformément aux prescriptions de l'"Avis technique".

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

00.3.15 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en oeuvre, seront toujours neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée. Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction. Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P., le Maître d'oeuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à " Avis technique ", l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un " Avis technique ".

Pour les produits ayant fait l'objet d'une " Certification " par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des produits titulaires d'un " Certificat de qualification ".

Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en oeuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le Maître d'oeuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

Agréments - Essais - Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un "Avis technique" du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des matériaux titulaires de cet " Avis technique " et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'oeuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du Maître d'oeuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'oeuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

00.3.16 MARQUES

Il est rappelé que les références mentionnées dans les CCTP et DPGF de cette consultation et se rapportant à des marques ou des catalogues de fabricants connus et réputés, ont pour objet de faciliter le travail de l'entreprise dans sa compréhension des attentes du maître

d'ouvrage surtout au niveau de la qualité de la prestation attendue.

Les entreprises :

- soit s'engagent à respecter les prescriptions proposées ; l'absence de mention particulière dans leur offre vaut engagement de l'entreprise d'installer les produits proposés dans le cahier des charges,
- soit proposent des marques différentes mais rigoureusement équivalentes techniquement et qualitativement au produit préconisé auquel cas l'entreprise doit mentionner très précisément les références de la marque qu'elle se propose d'utiliser, ceci afin que lors de l'analyse technique, cette conformité puisse être vérifiée.

00.3.17 RESERVATIONS, PERCEMENTS, SCELLEMENTS, RACCORDS...

Prescriptions générales

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc., nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc. devront être réservés au coulage par l'entrepreneur de Gros-oeuvre, les refouillements, percements et autres dans ces ouvrages, étant formellement interdits. .

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication, toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

Réservations au coulage et/ou à la préfabrication

Tous les entrepreneurs dont l'exécution des ouvrages de leur marché nécessite des percements, passages, trous, gaines, etc. dans les ouvrages en béton et en béton armé, ainsi que dans les éléments préfabriqués le cas échéant, établiront des plans de réservations donnant les implantations, dimensions et autres indications utiles concernant ces réservations.

Ces plans de réservation devront être transmis à l'entrepreneur de Gros-oeuvre, dans le délai fixé, avec copie au Maître d'oeuvre.

L'entrepreneur de Gros-oeuvre sera tenu de prévoir toutes les réservations conformément aux plans qui lui auront été remis. La fourniture des caissons de coffrages, tasseaux, boîtes de scellement, négatifs, etc. nécessaires pour les réservations, sera à la charge de l'entrepreneur de Gros-oeuvre.

Chaque entrepreneur sera tenu de s'assurer que les réservations demandées ont été prévues par le gros-oeuvre conformément aux plans remis, et il devra le cas échéant, signaler immédiatement au Maître d'oeuvre toute inexactitude ou omission qu'il aurait constatée.

Toutes les réservations qui n'auraient pas été réservées au coulage ou à la préfabrication, seront obligatoirement exécutées par le gros-oeuvre, et les frais en seront supportés

- par l'entrepreneur du corps d'état concerné dans le cas où son plan de réservation serait incomplet ou inexact

- par l'entrepreneur de Gros-oeuvre dans le cas d'une omission ou erreur de sa part.

Mêmes spécifications pour ce qui est des réservations mal positionnées le cas échéant.

Douilles - Rails et autres éléments incorporés au coulage

L'entrepreneur de Gros-oeuvre devra la mise en place au coulage de toutes douilles, rails ou autres éléments métalliques ainsi que tous taquets et blochets en bois nécessaires à la réalisation des travaux des autres corps d'état, et ce dans tous les ouvrages en béton ou préfabriqués. Ces pièces seront fournies en temps utile au gros-oeuvre par le corps d'état concerné.

Les entrepreneurs concernés fourniront au gros-oeuvre tous plans et dessins cotés concernant ces incorporations et ils en contrôleront la mise en oeuvre en temps voulu, comme il est dit ci-dessus pour les réservations.

Canalisations incorporées au coulage

Dans le cas où des conduits électriques ou des autres canalisations sont prévus posés dans des ouvrages en béton ou préfabriqués, ces conduits ou tubes seront mis en place et maintenus dans les coffrages par les entrepreneurs concernés avant le coulage du béton.

En cas de désordres constatés lors du décoffrage, les entrepreneurs en question feront leur affaire de tous travaux de reprises nécessaires.

Les frais de ces reprises seront à la charge de l'entreprise responsable des désordres.

Cas d'impossibilité de réservations ou incorporations

L'entrepreneur de Gros-oeuvre pourra ne pas être tenu de réaliser certaines réservations, incorporations, etc. qui lui seraient demandées par les autres corps d'état, dans le cas où une impossibilité technique viendrait à apparaître. Il appartiendra alors à l'entrepreneur de Gros-oeuvre d'apporter la preuve de cette impossibilité avec toutes justifications techniques valables à l'appui.

Dans ce cas, l'entrepreneur demandeur aura à trouver une autre solution d'exécution.

Percements dans maçonneries et ouvrages autres que béton

Les percements dans tous les murs en maçonneries ainsi que dans cloisons et ouvrages autres qu'en béton seront exécutés par les entrepreneurs concernés. Dans le cas de percements dans les éléments porteurs soumis à des contraintes importantes, l'entrepreneur devra obtenir l'accord du Maître d'oeuvre avant d'exécuter ses percements.

Tranchées - Gainés - dans maçonneries et cloisons

Mêmes prescriptions que pour les percements.

Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.

Dans le cas de cloisons en matériaux creux, les saignées et tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée du matériau creux.

Scellements

Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin, et les cales en bois dans les scellements sont interdites.

Dans le cas de scellement dans parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.

Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

Les scellements devront toujours être arasés de 0,010 env. en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

Rebouchages

Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer et l'arasement.

Fourreaux

Les fourreaux seront en P.V.C. Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf cas où pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.

Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm. Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas, il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.

Dans tous les fourreaux disposés dans des parois ou planchers séparatifs de 2 locaux privatifs, l'espace entre le tuyau et le fourreau devra être calfeutré par un matériau souple adéquat, assurant l'isolement phonique.

Raccords

Les raccords seront exécutés par les corps d'état assurant les travaux d'enduits et de revêtements (maçonnerie - plâtrerie - carrelage - revêtements minces - peinture - etc.).

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné. La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

Remarques particulières concernant les ouvrages en béton et béton armé

Dans le cas où par suite de modifications intervenues après réservations, des percements seraient nécessaires dans des ouvrages en béton ou béton armé, ils pourront être réalisés sous réserves de répondre aux conditions suivantes :

- accord de l'Ingénieur chargé des études de béton armé et le cas échéant, du Bureau de contrôle et de l'entrepreneur de Gros-œuvre

- exécution par l'entrepreneur de Gros-œuvre

- exécution dans le cas d'ouvrages horizontaux en béton, obligatoirement du bas vers le haut.

Tous les rebouchages dans les ouvrages en béton et béton armé devront être réalisés avec un béton d'un dosage équivalent à celui du béton exécuté. Dans le cas où un entrepreneur procéderait à des rebouchages ne répondant pas à cette condition, ces rebouchages seraient démolis et refaits par l'entreprise de Gros-œuvre aux frais de l'entrepreneur en cause.

Respect des isolements phoniques

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc., les entrepreneurs devront veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée. Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolement phonique de la paroi.

00.3.18 FIXATIONS DES OUVRAGES

Pour tous les ouvrages dont la tenue doit être absolument garantie ou qui présente des risques au tiers en cas de tenue défectueuse tels que bardages ou habillages de façades, ouvrages fixés en plafond, garde-corps et rampes d'escaliers, couvertines métalliques, etc..., la fixation sur cheville pourra être autorisée par le Maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra alors fournir un Procès-verbal d'essais à l'arrachement et à la rupture des fixations sur chevilles, établi sur site par le fournisseur des chevilles.

Fixation par chevilles métalliques pour béton

Les chevilles métalliques pour béton ont fait l'objet d'un « Agrément technique européen » ATE 001. Cet agrément concerne les types de chevilles suivants :

- chevilles à expansion - par couple de serrage contrôlé
- par déformation contrôlée
- à verrouillage de forme
- chevilles à scellement chimique.

Dès que les fabricants de ces chevillons auront obtenu le marquage « CE » pour leurs produits, le Maître d'œuvre n'acceptera plus l'emploi de chevilles non marquées « CE ».

00.3.19 PROTECTION DES OUVRAGES

Protection des ouvrages des autres corps d'état

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis. Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc. qui ne devront subir aucun dommage si minime soit-il. Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages

Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace. En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints. Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé. Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes qui du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

00.3.20 SECURITE - PROTECTIONS

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise-en-place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité, conformément au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé établi par le coordinateur et joint au présent dossier, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas,
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires,
- les fermetures étanches pour chaque phase, permettant d'isoler les zones de travaux du reste de l'établissement,
- la signalisation de jour et de nuit et tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

00.3.21 NETTOYAGES DE CHANTIER

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravats de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravats après nettoyage. Il sera formellement interdit de jeter les gravats par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Tous les frais de nettoyage ci-dessus resteront à la charge de chaque entrepreneur.

Dans le cas de non respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'oeuvre et/ou le Maître d'Ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravats, les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause, ou dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au compte prorata.

Un nettoyage de fin de chantier sera réalisé pour la réception

00.3.22 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que toutes autres gravats et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état. L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au Maître de l'Ouvrage, au plus tard :

- le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais,
- l'entrepreneur de Gros-Oeuvre aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier,
- cet entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier etc... réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé, que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs, ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

00.3.23 ASSURANCES, GARANTIE ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale. Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.